



## «Les villes peuvent agir. Mais vite!»



**Christian Bréthaud**  
Professeur assistant  
à l'Université  
de Genève.  
Dirige Recherche  
et Éducation du  
Geneva Water Hub

DR

► «Avant Le Cap, bien sûr, d'autres métropoles ont connu des sécheresses et des pénuries d'eau. Mais, si le «Jour zéro» survient, ce sera bien la première fois qu'on coupe l'eau courante dans toute une ville!» confirme Christian Bréthaud. Professeur assistant à l'Université de Genève, il dirige la composante Recherche et Éducation du Geneva Water Hub. À ses yeux, cette crise est symptomatique.

La deuxième ville d'Afrique du Sud avait pris depuis des années des mesures pour éviter d'en arriver là. «Les autorités se préparaient aux effets du changement climatique, qui provoque des événements plus extrêmes et augmente leur fréquence. Mais elles pensaient avoir un peu plus de temps! À présent, le défi pour les politiques dans le monde entier, c'est de réussir à prendre des mesures très rapidement et de parvenir à en convaincre les élec-

teurs. Aux États-Unis, par exemple, beaucoup nient encore le changement climatique! Il faut pourtant des investissements dans les réseaux d'approvisionnement pour limiter les fuites, il faut davantage lutter contre la pollution, adopter des tarifs incitant les utilisateurs à économiser l'eau, mener une éducation citoyenne... Il existe un réel potentiel pour améliorer la situation. L'épisode actuel au Cap, et sa médiatisation, peut contribuer à une prise de conscience.»

L'eau dans les métropoles, c'est un enjeu vital. La majorité de la population mondiale vit désormais en milieu urbain. «Les gens trouvent normal de voir couler de l'eau quand ils ouvrent leurs robinets, ils oublient que cela implique d'énormes investissements pour développer un vaste réseau souterrain puis le maintenir en état de fonctionnement. La population n'est pas toujours consciente qu'à certaines périodes l'agriculture ou le tourisme ont besoin d'utiliser davantage d'eau. Souvent, des journalistes nous demandent s'il y aura des «guerres de l'eau» entre pays voisins. Mais, à vrai dire, le premier risque, ce sont des troubles au niveau local. Sans eau, pas d'agriculture, donc aucune sécurité alimentaire.»